

**Accord collectif**  
**EMPLOI ET FORMATION EN AGRICULTURE**  
**(PYRÉNÉES-ATLANTIQUES)**

AVENANT N° 1 DU 20 DÉCEMBRE 2018  
À L'ACCORD DU 21 JUIN 2002 RELATIF À LA MODIFICATION  
DE LA COTISATION PARITAIRE DESTINÉE À FINANCER L'ANEFA  
NOR : AGRS1997234M

Entre :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricole des Pyrénées-Atlantiques ;  
Fédération des CUMA Béarn – Landes – Pays basque ou fédération des CUMA 640 ;  
Syndicat des Entrepreneurs des Territoires des Pyrénées-Atlantiques,

D'une part, et

Syndicat général agroalimentaire – Confédération française démocratique du travail SGA CFDT des Pyrénées-Atlantiques ;

Syndicat CFTC ;

Syndicat national des cadres d'exploitation agricole CFE-CGC des Pyrénées-Atlantiques,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

L'accord collectif du 21 juin 2002 instaure une cotisation paritaire destinée à financer l'ADEF des Pyrénées-Atlantiques, (NOR : AGRS0297142M, publié page 97 et 98 CC 2002-34 du ministère de l'agriculture, conventions collectives) devenue, suite à son assemblée générale du 8 juin 2018, l'association nationale pour l'emploi et la formation en agriculture des Pyrénées-Atlantiques, dite ci-après « l'association » dont le siège social est situé maison de l'agriculture, FDSEA des Pyrénées-Atlantiques, 124, boulevard Tourasse, 64078 Pau Cedex.

L'article 2 de cet accord, instaure les cotisations assises sur la masse des salaires destinées au financement de l'association appelées à parts égales employeur/salarié à hauteur de :

- 0,06 % contribution patronale ;
- 0,06 % contribution salariale.

Au regard des 16 années d'activité, les partenaires sociaux partagent le besoin de dynamiser l'association pour la promotion de l'emploi, notamment dans l'intérêt des très petites entreprises comme des salariés ; pour ce faire ils entendent conforter la pérennité de sa part d'autofinancement.

Ils conviennent en conséquence de porter les cotisations assises sur la masse des salaires destinées au financement de l'association appelées à parts égales employeur/salarié à hauteur de :

- 0,07 % contribution patronale ;
- 0,07 % contribution salariale.

L'article 3 est modifié en remplaçant ADEFA par ANEFA. La MSA est devenue MSA Sud Aquitaine suite à la fusion avec la caisse des Landes.

#### **Article 1<sup>er</sup>**

L'article 2 de l'accord collectif du 21 juin 2002 est ainsi modifié :

Les cotisations assises sur la masse des salaires destinées au financement de l'ANEFA des Pyrénées-Atlantiques sont appelées à parts égales employeur/salarié à hauteur de :

- 0,07 % contribution patronale ;
- 0,07 % contribution salariale.

#### **Article 2**

L'article 3 de l'accord collectif du 21 juin 2002 est ainsi modifié :

La caisse de la mutualité sociale agricole Sud Aquitaine est chargée par convention passée avec l'ANEFA des Pyrénées-Atlantiques de recouvrer les cotisations.

#### **Article 3**

Les dispositions du présent accord entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> jour du mois suivant la date d'extension.

#### **Article 4**

Le présent accord est conclu à durée indéterminée. Il peut faire l'objet d'une révision ou dénonciation partielle ou totale à la demande de l'une des parties, au moins 3 mois avant le terme de chaque année civile, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée d'une part aux autres parties signataires, et d'autre part auprès de la DIRECCTE Nouvelle-Aquitaine.

#### **Article 5**

Le présent accord est déposé conformément aux dispositions légales et son extension est demandée.

Fait à Pau, le 20 décembre 2018.

(Suivent les signatures.)